

NAHAR MISRAÏM
*Bulletin de l'Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Culturel
Des Juifs d'Égypte (ASPCJE)*

Avril 2018

2ème trimestre 2018 - N°74

7 euros

Sommaire

- p.2 – Comptes rendus de nos activités :**
6 janvier 2018 : « Souvenirs doux amers du pays perdu » par André Cohen
Victor Attas
- p.3 – 6 février :** « Chroniques Alexandrines » par Robert Naggar David Harari
- p.5 - Suite du « Château Rose »**
André et Rony Cohen
- p.7 – Portrait :** David Cicurel
Emile Gabbay
- p.11 – Histoire :** La déclaration Balfour cent ans après
Joseph Chalom
- p.13 – Soirée-débat :** « Voir et dire ce que l'on voit » par Barbara Lefèbvre
David Harari-Agnès de Vulpillères
- p.14 – Hommage à Elie Wiesel**
André Cohen
- p.15 – Récit :** « Le Taleth » par Gilbert Cabasso
- p.17 – La Revue de Presse** Joseph Chalom
- p.22 – Livres :** « Ils ont fait l'Égypte moderne » de Robert Solé André Cohen
Disparition : Jacques Nahum
André Cohen- David Harari
- p. 24 – Les prochaines activités** André Cohen



On continue...

Notre Assemblée générale s'est déroulée le samedi 17 mars, avec présentation du bilan moral et financier de nos activités, l'exposé des projets en cours. Le bureau d'administration a été reconduit, mais nous avons toutefois besoin de nous renouveler, n'hésitez pas à nous rejoindre. Nous sommes heureux de vous présenter ce nouveau bulletin qui contient entre autres deux articles ayant trait à la Shoah et à ses suites. Savez-vous qu'un certain nombre de juifs d'Égypte vivant en France ont été déportés et que leurs noms figurent sur un tableau créé par feu Edmond Harari à l'oratoire égyptien? Leur commémoration aura lieu le samedi 7 Avril à l'issue de la prière, leurs noms seront lus par Elie Michali.

André Cohen

Voir le programme des prochaines activités de l'association à la page 24.

Vous trouverez aussi la liste de nos activités sur notre site internet

<https://www.aspcje.fr/>

Bulletin trimestriel - Abonnement (4 numéros) : 25 euros - Adhésion à ASPCJE : 20 euros par an - Abonnement + Adhésion : 45 euros
Secrétariat (abonnement et adhésion) : André COHEN, 8 rue des Tanneries, 75013 PARIS - Tél. : 01 45 35 29 86
Courriel (e-mail): aspcje@gmail.com Site : www.aspcje.fr
Directeur de la publication : Joseph CHALOM Composition : Nanette Harari –Damoiseau
Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse : 0316 G 87774 ISSN: 0249-8073
Imprimerie : Imp. Moderne de Bayeux, 7 rue de la Résistance, 14400 BAYEUX

Comptes rendus de nos activités

Le 6 janvier 2018 : « Souvenirs doux amers du pays perdu » : André Cohen

Il a osé !

André Cohen, secrétaire général de l'ASPCJE, organisateur des cercles de lecture de l'Association, a reçu toutes sortes d'auteurs français ou étrangers, romanciers, historiens, politologues, journalistes. Depuis plus d'une décennie, il a convié hommes et femmes, les a écoutés en même temps que l'assistance, les a interrogés sur leurs œuvres, leurs idées, leurs motivations. Et puis, **il a osé** inverser les rôles. Après avoir saisi la plume pour nous faire le récit de ses souvenirs, il se retrouve devant nous avec un ouvrage de 368 pages « Souvenirs doux amers du pays perdu ».

C'est Madame Claude Guetta qui, endossant la tenue de l'intervieweuse, va se charger de nous expliquer -ou plutôt faire expliquer par André- le pourquoi et le comment de ce besoin d'écriture et nous en décortiquer le contenu.

Elle commence par rendre hommage à Paula Jacques, qui a préfacé l'ouvrage. Claude nous dit en particulier que notre préfacière a souligné le mode d'écriture d'André qui, tour à tour, passe du « je » à « André » ou bien encore « l'enfant » affichant plus ou moins d'affectivité ou de distance par rapport à son personnage. Ceci est vrai tant pour lui-même que pour les autres personnes citées.

Nous apprenons que ce livre est l'aboutissement d'un projet commun à André et Hélène, son épouse malheureusement décédée le 1^{er} juin 2015. Ce projet a démarré en décembre 2011 et était au départ destiné à

leurs seuls enfants et petits-enfants en tant qu'histoire de la famille Cohen. Mais cette « folie d'écriture » comme l'a qualifiée André, s'est transformée en catharsis à la mort d'Hélène. De plus la mémoire impressionnante de notre auteur nous révèle des détails sur des événements historiques tant en Egypte qu'en France.

André a découpé son ouvrage en chapitres -sans lien chronologique et écrits selon l'humeur du moment- relatant chacun un jour particulier ou un lieu qui ont marqué sa biographie de manière significative.

A noter un descriptif détaillé de la vie de tous les jours (métro, poste, cinémas, autobus, téléphone, etc..) en France dans les années 50-60. Le tout constitue un *patchwork* ou un jacquard comme le dit Claude, très précis dans la relation des faits ou plongeant au plus profond des sentiments éprouvés par André.

Au fil de la remontée des souvenirs, nous allons découvrir le parcours d'André et Hélène à Paris, en région parisienne dans leurs différents logements, études, activités professionnelles ; et puis il y a les voyages en Israël, les vacances en France et en Europe.

Le tout est émaillé d'anecdotes, de ressentis du couple et de leurs trois enfants, puis petits-enfants et même plus récemment de l'arrière-petite-fille.

Un autre aspect du livre est son charme, la fraîcheur du personnage de vingt ans (et en deçà) à quatre-vingts ans (et au-delà), l'optimisme constant, marque de fabrique de la famille Cohen !

Le pays perdu. On en est surpris car André n'a vécu en définitive que peu d'années en Egypte. Sa vie, l'essentiel de sa carrière, le lieu de naissance de ses enfants, c'est la France.

Mais ses racines, ses premiers engagements militants, les sépultures de ses ancêtres sont en Egypte, d'où ce titre de « Souvenirs doux amers du pays perdu », suggéré par Paula Jacques.



L'implication en Egypte est fondamentale. Ne parle-t-il pas de « Mon année 1952 » période des événements tragiques des émeutes incendiaires du Caire et ensuite de la Révolution qui expulse le Roi. André vit ceci avec ferveur.

C'est également une période heureuse puisque deux ans après, il épousera Hélène, la femme de sa vie. Mais son engagement politique lui vaut des ennuis, litote pour décrire son passage par la case prison, dont il sortira libéré faute de preuves. Cependant la pression des autorités militaires le conduit à quitter sa chère Égypte pour essayer de gagner la France, réputée patrie des droits de l'Homme.



C'est là qu'il nous cite l'oncle Félix, frère de son père, ingénieur des Mines, touché ensuite par la grâce et épousant la foi catholique puis se faisant dominicain. Cet oncle, haut en couleurs, est un personnage généreux, sauveur discret d'enfants juifs sous l'occupation nazie, qui aidera beaucoup le jeune couple André-Hélène à se fixer en France. André n'a pas fini d'enquêter sur le

passé de cet Oncle Félix, décédé il y a près de soixante ans. Il se propose de poursuivre ses recherches.

Un autre domaine d'actions à poursuivre est la reconnaissance du passé du « Château Rose » qui hébergea, avec l'organisation du Foyer Ouvrier Juif, après la Seconde Guerre mondiale des enfants devenus adolescents et rescapés de la Shoah. André y a exercé la fonction de moniteur, à son arrivée en France, lui-même en situation de précarité avant d'être reconnu officiellement en tant que réfugié politique.

Claude Guetta souligne néanmoins que de cette mer d'optimisme, surnagent quelques îles de questions existentielles : « Quel est mon lieu ? » C'est le sentiment d'étrangeté qu'André exprime partout. Il le ressent en Egypte, en France, en Israël. Il est tour à tour chez lui et également étranger.

Un long cri de douleur s'exprime au travers du souvenir d'Hélène : « Quel sens a la vie sans toi ? » Cet appel nous prend à la gorge. Il est en plus accentué par les événements concomitants, la perte de la petite nièce Lola, lâchement assassinée au Bataclan ; ou la blessure infligée à une petite cousine lors de l'attentat de Nice. André l'écrit : « Vers quel monde allons-nous ? Que va-t-on laisser à nos enfants et petits-enfants ? »

Mais la vie est toujours là avec ses joies et ses malheurs. Nous, auditeurs et lecteurs, éprouvons aussi un sentiment doux-amer. Merci André de nous avoir ouvert ta mémoire et ton cœur. Mais ta mission n'est pas encore terminée !

Victor Attas

Le 10 février 2018 : Robert Naggar – « Chroniques Alexandrines » - 2017 - Ed. l'Harmattan

En 2017 nous avons déjà reçu Robert Naggar, qui était venu nous parler de son ouvrage autobiographique : « De quel Pays Êtes-vous Monsieur ? ».

Il nous avait ainsi appris que cela faisait 14 ans qu'il retournait régulièrement en Egypte pour tenter de recouvrer la propriété des biens qui avaient été confisqués à sa famille par le régime Nassérien. Cette fois, Robert Naggar est allé plus loin, se faisant un observateur fin et capable de restituer le caractère ubuesque ou surréel de ses nombreux séjours à Alexandrie, et il a transcrit ses observations dans ce nouvel ouvrage qu'il est venu nous présenter à Paris.

C'est André Cohen qui l'a accueilli devant un auditoire nombreux dans notre lieu de rencontre habituel, c'est à dire la Maison des Associations du 12eme arrondissement de Paris. Pour débiter, ce dernier a brièvement parlé des cercles de lecture prévus pour les mois de mars et d'avril, avant de présenter Robert Naggar, pour ceux qui ne le connaissaient pas, avant de lui passer la parole.

Robert Naggar a quitté Alexandrie en Août 1956 à 16 ans½. Il a d'abord effectué sa scolarité au Lycée de l'Union Juive et ensuite au Lycée Français d'Alexandrie. Après des études d'ingénieur, il a effectué la majeure partie de sa carrière au sein de groupes internationaux pour lesquels il a beaucoup voyagé sur plusieurs continents. Il habite Genève à présent, mais depuis 14 ans il est retourné en Egypte deux fois par an et ce faisant il a découvert d'une part qu'il n'avait pas oublié l'arabe qu'il avait appris, et d'autre part que l'Egypte a subi de profondes transformations depuis que lui et sa génération (dont nous faisons partie) l'ont quittée à la fin des années 1950.



Robert Naggar

Après cette brève introduction, André Cohen a passé la parole à Robert Naggar qui commence par faire une rapide digression sur la richesse de la langue arabe et prend l'exemple d'un simple "bonjour" qui se transforme en Egypte en "Sabah el Kheir", "Sabah el Nour" et autres expressions imagées articulées autour du concept de "matin" mais avec des compléments différents alors qu'en français l'on dit simplement "bonjour";

Robert Naggar poursuit en précisant qu'il n'est pas écrivain, mais ingénieur, mais à chaque voyage qu'il a fait au cours de sa carrière, il s'est astreint à noter à son retour les événements, anecdotes et autres faits marquants qu'il a retenus et il en a tiré un premier ouvrage : "Business Travel can be fun" qu'il a publié pour partager avec les innombrables voyageurs d'affaires qui sillonnent le monde de nos jours, ou comment égayer leurs déplacements qui sont souvent source d'ennui malgré l'attrait du "voyage à l'étranger"...

Il retrace ensuite comment il en est arrivé à retourner en Egypte aussi fréquemment. Tout a commencé quand il a reçu un courrier qui contenait un chèque de 30.000 \$ émis en sa faveur avec une lettre lui indiquant qu'il s'agissait de 30 années de loyers d'un immeuble qui avait appartenu à sa famille. Intrigué, Robert Naggar décide de se rendre à Alexandrie pour découvrir les biens dont il avait ignoré l'existence (de son temps, on ne parlait pas d'argent devant les enfants). Il fait le décompte et s'aperçoit qu'il y a 14 héritiers potentiels pouvant réclamer ces biens hypothétiques. Il organise une réunion chez un avocat parisien pour rassembler tous les membres de sa famille, savoir ce qu'ils savaient de ces biens, et se faire mandater par eux pour tenter d'éclaircir le mystère des immeubles et autres biens confisqués par Nasser.

Au cours d'un premier voyage, il se rend au Caire et passe un weekend à Alexandrie où il "découvre" que la Corniche, la fameuse Corniche est toujours là. L'avocat français jette rapidement l'éponge face à la bureaucratie égyptienne, (forte de 35 siècles d'expérience !). Robert Naggar rencontre alors une avocate en Egypte qui semble connaître l'histoire de sa famille, mais elle décède malheureusement. Elle laisse deux fils, avocats également, qui se détestent cordialement ; c'est l'un d'entre eux qui avait pris l'initiative de lui envoyer le chèque des loyers de l'immeuble qui avait appartenu à sa famille.

Dès son premier voyage, Robert Naggar est repris par son habitude de noter les points saillants de son séjour, que ce soit au contact des administrations, des tribunaux, du cadastre. Il raconte comment les Egyptiens ignorent tout de la présence des juifs pendant 3 000 ans et l'étonnement véritable de ses interlocuteurs à l'entendre parler le peu d'arabe qu'il sait mais "avec l'accent correct", et quand il leur déclare qu'il est juif. On lui demande pourquoi il est parti...le peuple ignore tout de son histoire.



Il raconte des anecdotes, comme celle du jeune agent de police qui tentait, en vain, de réguler la circulation à un croisement et malgré ses coups de sifflets répétés n'y arrivait absolument pas, sous l'œil apitoyé d'un marchand de journaux.

Arrive alors une charrette tirée par un âne et chargée de bonbonnes de gaz. Constatant la situation inextricable, le marchand a poussé l'agent, s'est mis à taper sur une casserole avec une cuillère en bois (démonstration à l'appui !), a fait un tel tintamarre qu'il a ramené un peu d'ordre dans le flot des véhicules et a rendu sa place à l'agent...c'est cela, l'Egypte et le caractère bon enfant du peuple qui n'a pas changé.

Son livre fourmille d'anecdotes similaires. Il vous faudra le lire pour les découvrir car elles sont trop nombreuses et cette lecture confirmera aux lecteurs que "l'Egypte éternelle et son peuple"

n'ont pas changé malgré les invasions, les occupations, les régimes policiers et la pauvreté que l'on voit partout.

David Harari

Le « Château Rose », (suite)

Dans le N° 66 de Nahar Misraïm nous vous avons décrit l'histoire du Château Rose et les démarches infructueuses pour faire accepter par le maire des Andelys d'y faire apposer une plaque. Entretemps s'est créé un comité composé d'une dizaine de personnes, anciens du lieu pour faire pression sur le maire qui malgré une demande officielle de l'O.S.E n'a jamais répondu.

Grace à Mme Martine Séguéla, agrégée d'histoire et faisant partie du conseil municipal, une présentation de l'histoire de ce lieu s'est déroulée devant des élèves du Lycée Jean Moulin des Andelys dans le cadre d'un programme "Exil et intégration". André Cohen a projeté des images du château Rose tel qu'il se présentait à l'époque, et a raconté l'histoire du lieu.

Marcel Katuchevski est né en 1947 au château Rose. Son père était l'intendant, le cuisinier, et le principal animateur. Marcel décrit l'implication de ce dernier dans la vie des Andelys. Il faisait partie de l'équipe de foot et participait à toutes les activités culturelles.

Puis Elie Buzyn prit la parole avec beaucoup d'émotion. Vous trouverez ci-après le compte rendu de Rony Cohen.

Il faut signaler qu'à la suite de ces démarches les élèves ont signé des pétitions qui seront présentées au maire et des journalistes présents devraient faire paraître des articles sur cette journée. A suivre...

Les Andelys, le Château Rose, ma journée avec Elie Buzyn

Une journée très émouvante avec André, Marcel et surtout Elie Buzyn.

Il y a un an et demi nous avons été André et moi aux Andelys pour tenter de rencontrer des responsables de la mairie afin d'apposer une plaque en souvenir du château rose qui avait accueilli des enfants de la Shoah pendant presque 20 ans. Pas de réponse malgré une relance officielle de l'OSE (œuvre de secours aux enfants) et l'intervention de Katy Hazan, une bonne amie à nous. Il faut signaler que la mairie est nettement à droite tendance Wauquiez, ce dernier avait, souvenez-vous, supprimé les subventions de la maison d'enfants d'Izieu qui avait également hébergé des enfants juifs pendant la guerre.

André et Hélène avaient travaillé comme moniteurs dans les années 50 au Château Rose. Nous étions accompagnés de Marcel, né au château, et bien sûr d'Elie Buzyn qui y avait séjourné quelques mois à son retour des camps.

Un temps exécrable pour la route aussi bien à l'aller qu'au retour : de la neige, pas beaucoup de visibilité et André qui conduisait assez vite afin d'être à l'heure.

Nous sommes donc allés chercher Elie Buzyn pour nous rendre au lycée Jean Moulin afin qu'il témoigne de son expérience des camps ; c'est un vieux monsieur de 90 ans qui était à Auschwitz et ensuite à Buchenwald pendant la période 1944 à avril 1945.

Après les « Quatre sœurs », de Lanzmann, films passés sur Arte, son récit était tout à fait émouvant et j'avoue que passer toute une journée avec lui a été pour moi d'une grande intensité, c'est un témoin vivant (très vivant et vif, malgré son grand âge, plein d'humanité et d'humour).

En face trois classes de 2^{nde} et 1^{ère}, à l'écoute attentive et qui ont posé des questions à la fin.

Le jour de la création du ghetto de Lodz où vivait la famille Buzyn son frère est exécuté sous ses yeux afin de montrer le sort qui attend ceux qui refuseraient d'obéir ; traumatisme extrême pour sa mère qui blanchit ses cheveux en une nuit, et son père qui devient prostré et dépressif. Sa sœur s'affaiblit et devient épileptique et lui du haut de ses 11 ans se souviendra toute sa vie de l'injonction de sa mère : « Il faut vivre à tout prix ».

Quatre ans au ghetto de Lodz dans des conditions d'extrême pauvreté et de famine, avant le camp de concentration de Birkenau à 3 km d'Auschwitz où ses parents sont gazés à leur arrivée.

Il nous relate la marche de la mort où ceux qui trébuchaient étaient abattus...

Il s'est donc battu pour vivre et je crois que 70 ans après il n'a pas fait le deuil, mais qu'il vit pour expliquer aux jeunes que les derniers survivants vont bientôt disparaître et qu'ils doivent être « les témoins des témoins ».

Il nous dit au passage qu'il s'est tu pendant 50 ans...aussi bien en Israël où il a vécu 7 ou 8 ans qu'en France : A ce sujet il nous a raconté que pendant ses études de médecine les étudiants en se lavant les mains (études de chirurgie) lui demandaient si le numéro sur son bras était le numéro de téléphone de sa copine !! A tel point qu'il a retiré son tatouage et qu'il a conservé la peau avec l'inscription dans son portefeuille.



Au fur et à mesure de son récit nous avons réalisé comment s'inscrit au fond de soi, de son corps, de son âme cette horreur que l'on tait si longtemps et qui ressort pour vous habiter complètement.

André Cohen, Marcel Katuchevski et Elie Buzyn avec la classe qui les a accueillis

Je ne vais pas détailler toute cette journée très émouvante pour moi. La gentillesse et la disponibilité d'Elie Buzyn étaient telles qu'il a voulu nous inviter au retour à monter chez lui pour nous offrir un café et nous parler de ses enfants et petits-enfants photos à l'appui. On dirait qu'il n'arrivait pas à nous quitter.

Pourquoi ai-je été aussi sensible à ce récit de la barbarie ?

Ceux qui me connaissent devineront pourquoi surtout quand il parlait de l'incompréhension des gens qu'il côtoyait qui n'arrivaient pas à comprendre cette douleur intérieure que le temps n'efface jamais.

Je n'en dirai pas plus mais si vous voulez un témoignage complet vous pouvez consulter le site ci-dessous :

http://liberation-camps.memorialdelashoah.org/reperes/temoignage/elie_buzyn.html

Rony Cohen

David Cicurel (1891 – 1977)

Cet article fait suite à ceux sur la famille de Moreno Cicurel parus dans les deux précédents bulletins. David appartient à une autre branche des nombreux Cicurel originaires de Smyrne.

LES DÉBUTS



David Cicurel, fils d'Abraham Cicurel et de Zimbel Barki, est né à Smyrne en 1891. Il est le frère de Léon, Luna, Stella, Sam, Jacques et Léa.

À Smyrne il fréquente l'École de l'Alliance Israélite Universelle et poursuit ses études à la Mission School de la ville. En 1909, à la fin de ses études à Smyrne, ses parents décident de l'envoyer en Angleterre pour pratiquer l'anglais et faire une année d'études commerciales. En 1910, il quitte l'Angleterre et s'installe à

Alexandrie comme secrétaire de la *Vacuum Oil Company* qui commercialise des huiles de lubrification. Pendant les cinq années qu'il passe dans cette société et dans laquelle il aurait pu faire carrière, il prend des contacts à l'extérieur, s'intéresse à la bourse et essaye de se construire une voie plus intéressante où il pourrait mettre en valeur ses aptitudes à s'approprier son destin, quitte à prendre des risques.

LE COTON

Grâce aux contacts pris dans la communauté aisée judéo-espagnole et à l'expérience acquise depuis cinq ans, il s'installe à son compte dans le commerce du coton. Il s'occupe d'abord de transactions internes à travers le pays puis devient un important exportateur, ce qui l'amène à fréquenter quotidiennement le quartier de Minet el Bassal.

Minet el Bassal se situe à l'embouchure du canal Mahmoudieh à l'ouest du Grand Port (port ouest), idéal pour l'embarquement de la marchandise arrivée par le canal et partant à l'étranger.

Le pont construit sur cette embouchure est «l'œuvre d'art» du quartier.

La *Bourse de Minet el Bassal*, construite dans le quartier vers le milieu du XIXe siècle, devient très rapidement une des plus importantes bourses de coton au monde, à côté de celles de Liverpool et de New York. C'est là que sont cotées journalièrement les différentes fibres de coton : soies courtes (*Zagora*, etc.), soies moyennes, soies longues (*Karnak*, *Achmouni*, etc.). À côté de la bourse on trouve aussi le *Tribunal de Minet el Bassal*, qui s'occupe essentiellement des litiges commerciaux, la *Banque Misr*, plus tard la *Banque d'Alexandrie*, et surtout l'*Alexandria Pressing Company*, entreprise qui compresse le coton pour en faire des balles prêtes à être exportées.

David Cicurel, dans la continuité de ses activités, s'implique rapidement dans toute l'organisation de Minet el Bassal. Il devient membre de la Commission de la Bourse des Marchandises et de la Commission de la Bourse de Minet el Bassal.

Un peu plus tard, en 1925, il est nommé administrateur de l'*Alexandria Pressing Company*, et à partir de 1930, devient membre du Comité de direction de l'Association des Exportateurs (*Alexandria Cotton Exporters Association*).

Après la révolution de 1952 en Égypte, le nouveau régime privilégie l'industrie locale du coton dans le delta, à proximité des terres agricoles. Ajoutée à cela, la libération du

marché mondial du coton, en permettant d'autres sources d'approvisionnement, conduit à négliger la filière exportation.

Les locaux désormais sans activité de l'*Alexandria Pressing Company* sont vendus à la *Société Égyptienne pour Compresser le Coton*, filiale de la *Holding pour le Filage, le Tissage et l'Habillement*, société gérée par l'État. Les machines et tout le matériel sont mis à la ferraille. C'est probablement à ce moment-là que David Cicurel prend conscience que l'avenir de sa société n'est pas assuré en Égypte.

LES ASSOCIATIONS CARITATIVES

Depuis le début de l'année 1913 le Conseil de la Communauté subit la crise économique ; il a considérablement réduit ses budgets, principalement celui d'aide aux écoles de l'*Alliance Israélite Universelle* qui, à son tour, a menacé de les fermer.

Dans un mouvement de solidarité, les nouveaux émigrés venant de Turquie décident de créer en 1916 une association de juifs espagnols sous le nom d'*Union des Juifs Orientaux*. Cette œuvre a pour but de venir en aide à la population judéo-espagnole affectée par la crise économique en Égypte.

Créée par quelques hommes de bonne volonté, elle deviendra plus tard une des principales œuvres charitables d'Alexandrie. Parmi les fondateurs on trouve Emmanuel Arias, Albert Doménias, Marco Albeldas, Moïse Perez.

Dès le début David Cicurel adhère à l'association, en prend la présidence dans les années 1920, qu'il quittera vers la fin des années 1930 au profit d'Isaac Vaena, tout en restant président honoraire.

Jusqu'à la fin de l'année 1956, l'*Union des Juifs Orientaux* rend de nombreux services à la communauté juive d'Alexandrie et mène en particulier une action d'entraide auprès des juifs séfarades venus de tout l'empire ottoman. De 1928 à 1931, l'*Union* publie *La Vie Juive*, revue bimensuelle en judéo-espagnol écrite en Rachi et en français.

Plus ancienne, la *Société de Bienfaisance Israélite* fondée en 1885 sous le nom d'*Ezrat Ahim* avait originairement pour but de soustraire les juifs alexandrins à la mendicité publique.

En 1898 son Comité était constitué de MM. Élie Piha président d'honneur, Abramino Tilche président, Khalifa Saches trésorier, Elie Saches économiste, Moché Aboaf, Semah Amram, Gabriel Shama, conseillers.

En 1939 il sera constitué de MM Robert J. Rolo président, Maurice Nacamuli vice-président, David Cicurel trésorier et Me Carlo Sinigaglia, secrétaire.

Grâce à l'activité de ces nouveaux dirigeants, la *Société* connaît un développement prodigieux. Ses recettes annuelles, 500 livres égyptiennes en 1900, atteignent alors plus de 3000 livres. Cette œuvre a pour but d'assister matériellement les familles nécessiteuses. Elle accorde des subventions permanentes à plus de 550 familles et distribue plus de 1000 okes de pain par semaine à 500 autres familles environ. Dans certains cas, pain et subsides sont accordés en même temps. Par ailleurs plus de 210 familles ou célibataires reçoivent occasionnellement des subsides financiers, pour cause de maladie, de chômage, etc.

Cette association existe encore en 1956, et David Cicurel fait partie du comité de direction.

LA COMMUNAUTE ISRAËLITE D'ALEXANDRIE

David Cicurel est également membre actif de la Communauté Israélite d'Alexandrie. Le journal *Israël* du 28 mars 1930 rapporte le résultat de l'élection du Conseil Communal pour six ans ; nous y trouvons : Alfred Tilche, Edwin Goar, Félix Tuby, David Cicurel et Jacques Goar.

Dans les jours qui suivent, l'*Union des Juifs Orientaux* offre un thé à l'hôtel Cecil en l'honneur des nouveaux conseillers élus au sein du Conseil Communal (*Israël*, 11 avril

1930), Jacques Goar (major Jack Goar) et David Cicurel, avec orchestre et en présence du Grand Rabbin Prato.

David Cicurel est présent à toutes les manifestations communales, des plus banales aux plus importantes, comme par exemple la commémoration des noces d'argent du Grand Rabbin Prato (*Israël*, 17 janvier 1930).

Robert Rolo, Edwin Goar, Jacques Goar et David Cicurel forment un noyau, réélu tous les six ans, qui gère totalement les affaires communales jusqu'à la crise de Suez, événement qui marquera la fin de leur séjour en Égypte.

Robert Rolo est président de 1934 à 1948 et Edwin Goar de 1948 à 1956.

Un incident grave se produit en 1948. L'affaire du Grand Rabbin Moïse Ventura a lieu quelques semaines avant la création de l'État d'Israël et met en émoi toute la communauté juive d'Alexandrie. En mai 1948 il faut en effet renouveler le contrat du Grand Rabbin pour les 10 ans à venir. Le Conseil de la Communauté pose comme condition la soumission de tous les discours et prêches du Grand Rabbin à sa censure. Pour le Grand Rabbin cette condition est inacceptable et le débat tombe dans le domaine public. La communauté juive d'Alexandrie se divise entre les partisans du rabbin et ses opposants.

Le Conseil Communal démissionne en bloc une première fois, et revient sous la pression de la rue ; c'est ensuite au tour du Grand Rabbin Moïse Ventura de démissionner. De nouvelles élections sont nécessaires. Par la Tribune juive datée du 5 mai 1948, nous apprenons que le Conseil Communal démissionne à nouveau.

Sur les huit conseillers, trois étaient favorables au Grand Rabbin : Docteur Schlesinger, Isaac Vaena et Mario de Botton. Les cinq autres, Robert Rolo, Edwin Goar, Jacques Goar, David Cicurel et Abramino Hazan, n'envisagent aucune possibilité de collaboration avec ce Grand Rabbin et ne se représenteront qu'à la condition de son départ. Il s'agit en effet



Mariage de Josette et Victor Algazi

par tous les moyens de faire profil bas vis-à-vis de la question d'Israël en verrouillant toute dérive à caractère sioniste.

Le rabbin est prévenu de son expulsion le 14 mai 1948. L'officier qui l'accompagne au pied de l'avion lui confiera que le gouvernement égyptien n'était pas à l'origine de son expulsion, mais bien le Conseil de la Communauté d'Alexandrie.

En 1948 David Cicurel pense pouvoir encore vivre en Égypte et ce n'est qu'en 1952, après les nationalisations, que le départ d'Égypte lui paraît inéluctable.

GÉNÉALOGIE

David Cicurel épouse Edmée Rossano (Alexandrie 1894 – Nice 1980) le 18 août 1918, à la grande synagogue Eliahou Hanabi d'Alexandrie. De cette union naissent deux enfants : Josette (Josy) et André.

Josy Cicurel (Alexandrie 1919 – Nice 1985), épouse à Alexandrie Victor Algazy (Alexandrie 1907 – Nice 1979) en janvier 1940 (voir photo ci-contre). Ils ont à leur tour deux enfants : Sylvain Algazy né en 1941 et Claudine Algazy née en 1945.

André Cicurel (Alexandrie 1924), qui aura bientôt 94 ans, épouse Esther (Micheline Nicole) Mosseri en 1948 à Alexandrie. Ils ont une fille Fabienne Edmée (Alexandrie 1949 – Nice 2017) qui épousera William Zekri (Alger 1947 – Nice 2012). Le couple a eu deux filles : Céline Zekri en 1979 et Sabrina Zekri en 1982.

L'AUTOMOBILE

David Cicurel est un passionné de voitures. Dès les premières manifestations en 1925 il fait partie de l'Automobile Club d'Alexandrie. Toute la haute bourgeoisie d'Alexandrie connaît sa passion. Au début, les voitures ne roulent pas vite. C'est ainsi que nous pouvons lire dans *La Réforme Illustrée* à la rubrique des bonnes plaisanteries : «...Remorquée sur la route d'Aboukir une Citroën au volant de laquelle se crispait Jacques Rossano, à ses côtés David Cicurel faisait fonction de mécanicien (ou de supporter). Ils ont battu le record Alexandria-Aboukir en 7 h 10' 30". Félicitations. À quand le trajet en 9 mois ? »

LE DÉPART

Depuis 1945, la communauté juive est victime de mesures discriminatoires : l'exclusion de la fonction publique, la mise sous tutelle des écoles juives pour « égyptianiser et arabiser » leurs programmes, l'obligation aux organisations communautaires de transmettre à l'État la liste de leurs adhérents.

En 1947 une loi sur les sociétés commerciales visant à «l'égyptianisation des affaires publiques et commerciales» exige que «75% des employés soient de «vrais» Égyptiens (Arabes ou musulmans à l'exclusion des sujets locaux)». Une majorité de juifs perdent leurs moyens de subsistance.

Un départ sans retour



Dès 1952 et devant les difficultés qui s'amoncellent, David Cicurel, de nationalité égyptienne (la loi égyptienne de 1926 et 1929 octroyait d'office la nationalité égyptienne à ceux qui avaient préalablement une nationalité ottomane, sans recherche sur l'ascendance), ne croit plus à la possibilité de continuer à vivre en Egypte. Entre 1952 et 1956, il entame plusieurs voyages en France afin de trouver une autre activité. Il s'oriente vers la construction immobilière dans la région de Nice. N'étant pas français et ne pouvant créer une société portant le nom de David Cicurel, il s'associe à la famille Maura et crée la Société de Construction Immobilière Maura.



Se trouvant en France à la fin de l'été 1956 et voyant la tournure que prennent les événements, il décide de ne pas retourner en Égypte et de faire venir sa famille. Entre-temps, il y a l'affaire de Suez et les deux familles Cicurel et Algazy n'arriveront pas à partir en même temps.

Les Cicurel sont égyptiens et moyennant l'abandon de leur nationalité, ils peuvent quitter le pays comme apatrides. Ils quittent Alexandrie et embarquent sur le paquebot *Espéria* fin décembre 1956 pour arriver à Gênes le 1er janvier 1957.

Victor Algazy avait travaillé dans la bonneterie jusqu'à son mariage. En 1940, il quitte la bonneterie pour rejoindre David Cicurel. Victor est de nationalité italienne, ce qui lui permet de voyager sans difficulté, et de représenter David à l'étranger. Cela ne dure pas, sa nationalité devenant un handicap pendant la guerre. Il abandonne le coton et monte l'usine de lames de rasoir *Selar*.

David avait acheté vers la fin des années 30 des parcelles de terrain en Palestine, près de la ville de Haïfa. Quand sa décision en 1954 de s'installer en France est prise, il demande à son gendre d'aller en Israël vendre ces parcelles, Victor Algazy pouvant passer par l'Italie. Une fois les parcelles vendues, Victor revient en Égypte.

Malgré une dénonciation, la police ne fait rien.

Mais le 1er novembre 1956, Victor et ses frères Alfred et Léon sont incarcérés pendant 24 jours dans les locaux des écoles juives d'Abassieh au Caire qui servent de prison pour l'occasion. L'acte d'accusation considère Victor Algazy comme «*dangereux à la sécurité de l'État*». Citoyens italiens ils sont expulsés vers l'Italie avec une valise de vêtements et 20 livres égyptiennes en poche. Les familles, femmes et enfants partent 15 jours après.



Edmée et David Cicurel à Nice



Réunion de famille à Nice

L'usine de lames de rasoir est immédiatement séquestrée puis nationalisée par le gouvernement égyptien sans le moindre dédommagement.

En France, André Cicurel et Victor Algazy poursuivent leurs activités dans la construction immobilière avec David Cicurel.

Fabienne Cicurel, fille d'André, fréquente à Nice le collège Roland Garros de 1960 à 1963, puis le lycée d'Estienne d'Orves de 1964 à 1970. Elle épouse William Zekri, fils de Nessim originaire d'Alger et poursuit une carrière dans l'immobilier.

La Société de Construction Immobilière Cicurel Zekri Fabienne Edmée a fonctionné du 1er janvier 1979 au 30 septembre 2016.

CONCLUSION

Les familles Cicurel étaient très nombreuses à Smyrne. Beaucoup d'entre elles sont passées par l'Égypte.

On peut rappeler Léon Cicurel (Smyrne 1880 – Paris 1973), grand frère de David, marié à Maria Lévy, père de quatre enfants avec une nombreuse descendance.

Rappelons aussi notre ami Albert (Berty) Cicurel, fils de Samuel, petit-fils d'Abraham, dont la famille est également originaire de Smyrne.

Emile Gabbay

Histoire

«**La déclaration Balfour Cent ans après**», de Nathan Weinstock,
Le Bord de l'Eau Editeur, 2017-2018

Le 2 novembre 1917, alors que la Seconde Guerre mondiale faisait rage, un bref message de quelques lignes (67 mots) de lord Balfour – secrétaire d'état britannique aux affaires étrangères – fut adressé à Walter Rothschild, qui était prié de le remettre à la Fédération Sioniste de Grande Bretagne.

Dans ce message il était annoncé que le gouvernement de sa majesté envisageait favorablement l'établissement en Palestine «**d'un foyer national pour le peuple juif**» et qu'il emploierait tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif.

Quel est le contexte qui a amené l'avènement de ce document décisif pour le sionisme et pour la naissance du Moyen-Orient actuel ?

La guerre a débuté en 1914 ; elle oppose deux camps adverses : D'une part, trois puissances européennes – la France, la Grande Bretagne et la Russie, auxquels se joindront plus tard les Etats-Unis ; et d'autre part l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Empire Ottoman.

Cet immense empire ottoman est en mauvaise posture, ayant déjà perdu une bonne partie de ses possessions européennes. Les territoires ottomans du Proche-Orient sont alors fortement convoités par la France, mais surtout par la Grande-Bretagne. Ces deux puissances négocient secrètement afin d'établir un plan de partage de la région qui se ferait au sortir de la guerre (Accords Sykes-Picot du 16 mai 1916).

La Grande-Bretagne place progressivement ses pions dans des alliances avec les Arabes et notamment avec le Charif Hussein du Hedjaz et ses fils Fayçal et Abdallah.

Des négociations sont menées afin de déclencher la « **Grande révolte arabe** » qui débutera le 10 juin 1916 (Fayçal est supposé obtenir en cas de victoire l'unité des territoires arabes).



Cette guerre, qui se déroula notamment sur le territoire palestinien, aboutira à des victoires déterminantes en fin 1917. Il se trouve que c'est justement à ce moment-là que fut remise aux sionistes la déclaration Balfour.

Parmi les motivations de la déclaration Balfour, les Britanniques étaient persuadés qu'une présence juive en Palestine renforcerait leur position au Canal de Suez (en constituant un glacis entre l'Égypte et la Syrie) et protégerait leur route vers l'Inde. Londres visait par ailleurs le pétrole du Koweït et de Mésopotamie. Paradoxalement ces mêmes motivations commandaient aussi leur politique arabe.

Réaction des Arabes à la déclaration Balfour : le 21 décembre 1917, au cours d'un banquet offert à Londres par Lord Rothschild, le prince Fayçal d'Arabie déclare officiellement « qu'il y avait suffisamment de terres en Palestine pour deux peuples, arabes et juifs » et s'engage à soutenir les revendications juives en Palestine. (En retour, il souhaite régner sur un royaume arabe vaste et indépendant).

Il n'en était pas de même du côté des Arabes palestiniens (musulmans et chrétiens) :

Le 3 novembre 1918, au lendemain d'un défilé organisé par la commission sioniste à Jérusalem pour fêter le premier anniversaire de la déclaration Balfour, une délégation de l'Association islamo-chrétienne (AIC) dirigée par Musa al-Husseini exprima publiquement son désaccord : elle remit une pétition signée par une centaine de notables, dénonçant la manifestation : « ... la Palestine, qui est la terre sainte de nos aïeux...et qui est habitée par les arabes depuis de nombreux siècles...est à présent un foyer national pour eux ». S'ensuit le rejet « qu'un pareil peuple nous gouverne et dispose de nos affaires. »

Et c'est ainsi qu'à partir de novembre 1918, il se cristallise dans la presse arabe et dans les associations islamo-chrétiennes une campagne virulente contre les Britanniques et les sionistes. (*Rappelons qu'en 1920, Amine el Husseini, le futur mufti, fut l'un des principaux instigateurs des émeutes de Nabi Moussa qui firent une dizaine de morts et 250 blessés.*)

En fait, les sentiments anti-juifs préexistaient déjà largement au sein de la population arabe : Les vagues d'immigration animées par l'idéologie sioniste avaient entraîné l'hostilité d'une population qui s'inquiétait de se voir dépossédée. Les acquisitions foncières sionistes entraînaient l'expulsion des fellahs. Dès la fin du 19^{ème} siècle se manifestait déjà dans la presse arabo-palestinienne un vif sentiment nationaliste qui se trouva même en porte à faux par rapport à d'autres courants du nationalisme arabe (*voir dans notre revue de presse l'article sur l'Égypte et la déclaration Balfour*).

C'est là qu'il est bon de rappeler ce que dit l'auteur dans le chapitre II : « Le soutien apporté par l'Islam au cours des siècles à la présence juive en Terre promise : une tradition injustement méconnue ». En effet, aux yeux du Coran, les juifs appartiennent à l'*ahl-el-kitab* (le peuple du livre) auquel des messages divins ont été révélés, et ils sont autorisés de ce fait à résider en terre d'Islam. Il

existe donc une tradition islamique millénaire incarnée par les califes Omar, Saladin et Soliman le Magnifique : celle du soutien accordé par l'islam à la présence juive en terre promise.

Nous avons donc parcouru cet essai de 100 pages, ambitieux, scrupuleux, souvent complexe, au cœur de la première guerre mondiale, analysant les étapes et les circonstances de ces événements qui ont largement contribué à l'éclosion du Proche-Orient actuel. Cette lecture permet de balayer pas mal d'a priori, au prix d'une lecture attentive (et quelquefois redoublée) de certains chapitres.

Joseph Chalom

Compte rendu d'une soirée-débat organisée par l'association VOIR ET DIRE CE QUE L'ON VOIT présentée par **Barbara LEFEBVRE** le 30 janvier à la Mairie du 17ème arrondissement

*Nous avons assisté à cette soirée-débat et jugé utile de vous en rendre compte car elle était organisée en soutien de l'historien **Georges BENSOUSSAN**, accusé de provocation à la haine raciale, dont la relaxe prononcée par la 17ème chambre correctionnelle de Paris le 7 mars 2017 a fait l'objet d'un appel du Parquet, car cet acharnement judiciaire contre cet historien nous semble être un des symptômes de la judiciarisation du délit d'opinion en France et l'imposition d'une philosophie du politiquement correct qui est dangereuse pour notre démocratie.*

*Participaient à cette soirée-débat **Mathieu BOCK-CÔTÉ** (enseignant, journaliste, souverainiste canadien), **André PERRIN** (agrégé de philosophie, inspecteur d'académie), **Fatiha BOUDJAHLAT** (cofondatrice du mouvement Viv(r)e la République, membre du mouvement Républicain et Citoyen).*

Barbara LEFEBVRE ouvrit la séance en disant qu'il faut faire vivre le débat d'idées, aujourd'hui fragilisé par la judiciarisation et la moralisation : le politiquement correct (une idéologie « molle ») veut que le Vrai corresponde à l'idée qu'on se fait du Bien. On vit à une époque où une certaine idée du Vrai doit coller avec la nécessité du vivre ensemble et en arrive à s'écarter de la réalité constatée tous les jours.

Le politiquement correct repose sur une idéologie fondée sur le progressisme, l'économisme et le technologisme.

Mathieu BOCK-CÔTÉ prit la parole pour poser à son tour la question du politiquement correct : est-il encore possible de nos jours de mener un débat sur la laïcité, l'immigration sans se faire accuser par les médias de mettre en danger le vivre ensemble ? Le politiquement correct est devenu une orthodoxie universitaire : on veut nous obliger à adhérer avec enthousiasme à l'idéologie dominante qui est que l'ouverture à l'autre est un principe fondamental, quel que soit l'autre, à tous les autres. On ne peut refuser aucun « autre » même si contraire à nos valeurs (port du niqab par exemple). La diversité est une richesse qui a pour corollaire que le multiculturalisme est un dogme, donc sans limite, sauf la diversité idéologique (!).

Dans le débat public, on colle des étiquettes (humaniste ou polémiste querelleur par exemple). Tout le monde n'est pas respectable.



Il y a une mise en scène des conflits entre vice et vertu : le débat devient procès, on passe sur un autre registre. On assiste à des stratégies de disqualification : *diabolisation* (l'ennemi du genre humain qu'on peut insulter), *psychiatisation* (on exclut du langage de la rationalité, on utilise le langage de la phobie) ; *pénalisation* (restriction légale de la liberté d'expression).

Tous les indices tendant à démontrer que le multiculturalisme ne fonctionne pas sont assimilés à des faits divers et non à une convergence de preuves.

A une question posée sur le rôle des réseaux sociaux, **Mathieu BOCK-CÔTÉ** répond qu'ils ont réhabilité la logique du lynchage et institué la surveillance généralisée de la part des « offensés ». En fait on constate que le multiculturalisme déconstruit l'identité des peuples.

André PERRIN (qui a été professeur de philosophie en classes préparatoires aux grandes écoles) prend ensuite la parole. Il accuse de dévoiement le débat intellectuel qui doit normalement viser à chercher ensemble la vérité selon la raison. Or le débat intellectuel se distingue du débat politique et du débat moral : s'il y a confusion des ordres, il n'y a plus de débat possible. S'il y a intrusion de la morale dans le débat, cela vire au politiquement correct ; s'il y a intrusion du politique, cela vire à la démagogie, au combat, à la substitution de l'action à la connaissance. Sont exclus du débat intellectuel ceux qui sont des adversaires politiques (par exemple Marcel GAUCHET) qu'il faut combattre ou abattre : « Il ne peut y avoir d'intellectuel de droite ». On a substitué le bien et le mal au vrai et au faux ! On qualifie vite un propos de scandaleux sans se demander s'il est vrai ou faux.

Par exemple, « toutes les civilisations ne se valent pas » est jugé scandaleux et faux ; pourtant pour adopter cette idée, il faudrait démontrer que toutes les civilisations se valent...mais c'est devenu un dogme pour les « progressistes » alors même que l'on voit régulièrement des magazines parler des « grandes civilisations » : la contradiction ne semble pas gêner les tenants du multiculturalisme et du progressisme.

Fatiha BOUDJHALAT (qui a écrit *Le Grand Détournement*) se présente comme une intellectuelle de gauche qui aime la France. Elle soutient que le multiculturalisme conduira à la destruction de la nation. Elle analyse le port du voile comme un objet de subversion, d'« émancipation » (à laquelle on renonce en réalité). Elle dénonce le tour de passe-passe qui fait passer le culturel (conception ethniciste de la religion) au culturel (l'identité qu'on doit respecter : excision, voile etc.). On assiste à une dictature de l'offense : il ne faut pas offenser, ce qui compte c'est la sincérité. Ainsi elle cite le cas de cet élève Sikh canadien qui va au lycée avec le poignard que sa culture lui impose de porter –dit-il- et qui obtient gain de cause.



On se lie les mains, on flatte les minorités au lieu de juger des pratiques culturelles qui contredisent nos lois. La société et les institutions deviennent des complices actifs de la destruction des bases de la société.

A une question sur le féminisme, **Fatiha BOUDJHALAT** répond que le néo-féminisme combat en réalité l'homme blanc hétérosexuel et accepte le poids de la tradition orientale. Cela est bien différent du féminisme universel prôné par Elisabeth Badinter.

Malgré les nombreuses questions de l'auditoire, Barbara LEFEBVRE se vit obligée de prononcer les quelques mots de conclusion pour mettre fin à cette passionnante soirée-débat.

Elle souligna que la société inclusive déconstruit la nation qui devient coexistence de peuples et de tribus. On devient obséquieux et on devance les exigences des nouvelles tribus au sein de la nation, ce qui

accélère son processus de déconstruction.

Elle conclut en engageant à faire vivre le débat d'idées par la lecture, l'information, la participation.

David Harari et Agnès de Vulpillières

Homage à Elie Wiesel

Le 29 janvier, à l'initiative de Maurice Lévy ancien patron de Publicis et ami personnel d'Elie Wiesel, se tenait dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne un hommage à ce dernier à l'occasion du premier anniversaire de son décès.

La présence de Nicolas Sarkozy et de nombreuses personnalités avait motivé des mesures de sécurité et de filtrage des invités. Nous avons d'ailleurs été priés de nous présenter au contrôle une heure avant l'événement.

N'ayant pas prévu de rédiger un compte rendu de cette cérémonie je n'ai pas pris de notes, mais étant donné l'intensité et l'émotion ressentie je me fie à ma mémoire pour vous faire partager quelques points qui m'ont marqué. Ce compte rendu ne sera donc pas exhaustif.

Marie Drucker, présentatrice de cet hommage, a donné en premier la parole à Nicolas Sarkozy et le public a découvert l'ancien président dans un registre très différent de celui que nous avons connu. Son discours extrêmement émouvant a souligné les liens d'amitié et d'estime entre les couples Elie Wiesel et Sarkozy. Aucun sujet n'était tabou, que ce soit politique, humanitaire ou littéraire. Ce n'était pas un discours convenu ou préparé, mais un message venant du fond du cœur.

Par ailleurs nous avons appris en outre qu'en dehors de ce dernier, Elie Wiesel avait des liens forts avec Mitterrand mais qui se sont affaiblis lors de la révélation de l'amitié de François Mitterrand avec René Bousquet.

Les moments les plus forts de cette cérémonie furent les interventions de deux de ses compagnons de misère, Elie Buzyn et Izio Rosenman. Tous deux faisaient partie des 426 enfants venant de Buchenwald et recueillis par la France à Ecouis. Izio n'avait que neuf ans et Elie Buzyn avait le même âge qu'Elie Wiesel soit 16 ans.

Tous deux ont été fortement marqués par la personnalité et le courage d'Elie Wiesel. Izio raconte comment ce dernier s'est occupé de lui dans les camps et lui a permis de survivre, car un enfant de 9 ans n'avait aucune chance de vivre sans être aidé.

Cette amitié entre ces trois rescapés : Elie Wiesel, Izio et Elie Buzyn appelé Lolek s'est toujours poursuivie, et à chaque fête Elie Wiesel ne manquait pas de leur téléphoner, de même qu'il les voyait à chacun de ses passages à Paris. A ce moment de l'intervention d'Izio on ne pouvait pas ne pas être sensible à sa forte émotion et à ses larmes à l'évocation de ces souvenirs.

Les autres interventions étaient plus convenues. Je citerai Franz-Olivier Giesbert qui a passé plusieurs vacances avec le couple Wiesel, le grand rabbin Haïm Korsia, Jack Lang, David de Rothschild ou Michaël de Saint Cheron, mais j'insisterai sur deux autres : Bernard-Henri Levy, toujours pareil à lui-même, a insisté sur le fait qu'il a toujours trouvé un soutien de la part d'Elie Wiesel à toutes les causes humanitaires qu'il a eu l'occasion de défendre. Aucune cause ne lui était indifférente, que ce soit le Rwanda, le Cambodge, le Darfour, les réfugiés, ou la cause de la paix.

Valérie Toranian, d'origine arménienne et militante pour la reconnaissance du génocide arménien a également souligné le soutien actif d'Elie Wiesel à la cause arménienne et à la nécessité de reconnaître cet holocauste.

Il faut signaler en outre l'émouvante intervention de Mme Wiesel ainsi que les lectures de textes tirés des ouvrages d'Elie Wiesel dont "La nuit" par Francis Huster.

Que d'émotions!!

André Cohen

Récit

« Le Taleth » par Gilbert Cabasso

Parfois, le temps vire à l'urgence, par les poussées d'un passé lointain, comme laves chauffées à blanc, rougies dans la nuit, signes jetés en pâture au présent.

J'avais connu l'Égypte seul, habité de toute la mémoire des récits parentaux. C'était en 1975. Magasins vides, faim, misère, mendicité, puanteur affreuse, corps meurtris, mutilés. Maisons en ruine, abandonnées avant leur achèvement. Lèpre des murs, vitres brisées. Dans les villes du canal, nous découvrons, pour la première fois, ce qu'était la guerre, les immeubles détruits dans lesquels on habitait encore, chaos de béton, de briques et pierres, amoncellements qui me rappelaient les images de l'Europe d'après 1945. Je reconnaissais parfois quelques syntagmes d'une langue dont j'aimais la

musique. Mes émotions restaient clandestines : c'était encore la guerre. Les Juifs devaient taire ici leur ancien séjour.

En 1980, l'Égypte se remettait de ses guerres vaines, peu de temps après la visite de Sadate à Jérusalem. Le temps des retours heureux semblait possible. J'accompagnais alors mes parents pour un voyage qui prenait l'allure d'un pèlerinage aux lieux qui leur étaient familiers, ceux de leur enfance, de leur jeunesse, de leurs apprentissages scolaires ou militants, le paysage des expériences dont nous avions entendu cent fois les récits héroïques ou dérisoires, plaisir des palais et des misères surmontées. Nous avions le sentiment d'ententes nouvelles, d'esquisses d'une paix tant espérée. Ma mère et mon père retrouvaient le goût de la langue arabe, des anciennes histoires, délicieusement partagées.

En 1975, seul, j'avais voulu filmer les lieux qu'ils m'avaient indiqués. J'avais une caméra super-8, dont je ne pouvais me servir qu'avec discrétion, précipitamment, cachant les raisons pour lesquelles il me tenait à cœur de capturer les traces incertaines qui devraient faire sens pour mes parents. Souvent, on m'interdisait toute prise. C'était encore la guerre. J'avais pourtant tourné quelques plans de la maison que mon père m'avait dit avoir habitée, rue Iskandarani, à Alexandrie. Je m'étais fait fort de lui projeter, dès mon retour, les images tremblées, mal cadrées de son quartier. Il n'y avait rien reconnu. Cinq ans plus tard, je l'y conduisais. Sa mémoire l'avait peut-être trompé, qu'en savais-je ?

Lui, avait quitté l'Égypte en 1948, chassé d'un pays qu'il avait aimé, qu'il n'avait jamais pensé devoir quitter. Depuis, trois guerres avaient fini par le faire renoncer à tout espoir d'un retour. En 56, ceux qui restaient de sa famille, mère, sœur, beau-frère, neveux, avaient à leur tour été chassés. La guerre occidentale avait eu raison de leurs derniers séjours égyptiens. Suez, Port-Saïd, Ismaïlia bombardées par les Anglais et les Français, les Juifs, français de surcroît, n'y avaient plus leur place. Les voici presque tous condamnés à l'expulsion, au départ forcé, pour un pays auquel seule une nationalité administrative les rattachait, un pays dont ils ne connaissaient parfois rien, ou si peu, outre la langue et la culture.

L'hiver si rigoureux de cette année-là, tous ceux qui l'ont vécu s'en souviennent, leur infligea les souffrances du climat autant que de l'exil.

Accueillis, comme tant d'autres, dans des camps de réfugiés, désorientés, les voilà à Mende, où le froid les glace.

Tous les réfugiés se ressemblent, confrontés aux contrôles indifférents, accueil raide dans des camps de transit affreux, humides, dans la saleté et la promiscuité, désastre d'avoir tout perdu, bonheur d'avoir survécu aux horreurs d'hier.

D'autres, peu de temps auparavant, fuyaient la Hongrie, les chars soviétiques qui l'envahissaient, de longues files d'hommes, de femmes coiffées de fichus, d'enfants, dans le froid de l'Est, je m'en souviens, images terribles, en noir et blanc, aux actualités cinématographiques.

J'aide mon père, qui se repère mal, à retrouver le chemin de sa jeunesse. Voici la rue. Voici le numéro de la maison. Celle-ci ? Mais tout a changé, le trottoir, les murs, les couleurs.

Dans la ville, c'est une fête, sans doute un vendredi d'après la prière. Nous nous attardons.

C'est bien cette maison que j'ai filmée, j'en suis sûr.

Deux femmes, un peu âgées, sur le porche, bavardent gaiement. C'est elles qui viennent vers nous, reconnaissent mon père, le nomment, l'embrassent. Je ne sais pas ce qu'ils se disent, je le presse de traduire. Mon père domine son émotion, des souvenirs, « comme si c'était hier ! Trente-deux ans ! Déjà ! » Trente-deux ans ! J'ai appris à le dire en arabe et n'en ai jamais oublié la formule ! On appelle les voisins.

En bas de la maison, un petit attroupement de curieux, d'enfants joyeux qui ne comprennent pas trop ce qui se passe, une gaîté enjouée, on s'embrasse encore, on demande des uns, des autres. Oui, tout le monde est en vie, à Paris, la vie continue, comme elle peut, malgré les regrets, la nostalgie... Est-ce le moment où mon père imagine qu'il pourrait ici revivre la vie d'avant, dans ce pays qu'il n'a jamais oublié, dans cette langue qu'il aime tant, retrouver ici les plaisirs de sa jeunesse, la fraternité d'un peuple pour lequel sa sympathie est restée intacte ? Les mots font la fête !

Mon père demande timidement s'il peut revoir l'appartement qu'il habitait. On nous y invite. C'est un appartement très simple, propre et clair. L'accueil est doux et spontané. Nous sommes conviés au goûter, tout est prêt, comme si nous étions attendus. On nous offre café, thé, gâteaux. On nous fait la visite : ici, sa chambre, là, c'était celle de sa mère, rien n'a vraiment changé. La conversation est légère, l'histoire ne pèse plus sur nous. On évoque les uns et les autres, avec une civilité, une gentillesse sans feinte.

Le trouble vient, en mon père, de ne pouvoir tout reconnaître. Il se risque à demander ce que sont devenus les meubles, après le départ des siens. On ne détaille pas les circonstances des arrachements. On lui répond seulement que « tout a été mis sous séquestre. » Les nouveaux résidents ont trouvé la maison presque vide. « A quelque chose près... », dit la maîtresse de maison, avant de se retirer un moment. La conversation se poursuit, en confiance. La femme revient. Elle porte dans les mains un paquet soigneusement ficelé dans du papier journal. Elle le tient avec solennité. Elle explique, alors, qu'ils n'ont rien trouvé d'autre, mais qu'ils se sont fait le serment qu'ils remettraient ceci aux premiers Juifs qu'ils rencontreraient. « Et ces premiers Juifs, c'est vous ! »

Mon père ouvre délicatement le paquet, comme s'il ne voulait pas déchirer le journal. On lui apporte des ciseaux. Il coupe la ficelle. Il ne comprend pas tout de suite. C'est un tissu de soie blanche et bleue : un châle de prière, celui de son grand-père. Cela s'appelle un taleth, un tissu d'une grande finesse, que portent les hommes à la synagogue. Ils s'en couvrent la tête.

Aucun d'entre nous ne porte ce châle ni ne le portera plus, sans doute. Et cependant, comment dire notre fidélité sans foi, réinscrite entre nous par le don de cette femme, celle qui nous relie à un passé dont tout, désormais, nous sépare ? Ce geste trace entre cette femme arabe et nous qui sommes si éloignés de tout rite religieux, comme le relais de traditions perdues, « étrangers en terre d'Egypte », étrangers à la foi de nos ancêtres, voués à une existence d'hommes, de femmes sans terre, résolument cosmopolites.

Quelle dette sacrée fut donc payée, là, par cette femme à ceux qui habitèrent, jadis, sa maison ? Étions-nous dignes de cette offrande ? Le don du Taleth nous obligeait en retour. Mémoire et respect préservaient un peu de paix vivante entre ceux que les guerres devaient séparer. Pour toujours ? Urgence de raconter ce qui fut et ne sera plus.

L'athée que je suis s'obstine à penser l'impensable des tueurs d'aujourd'hui contre la fraternité si ténue qui n'a sa place que dans nos mémoires meurtries. Leurs crimes n'effaceront pas la beauté du geste qui résonne encore si fort en moi, aujourd'hui.

Novembre 2015

Ce texte, que nous éditons avec l'autorisation de l'auteur, a déjà été publié par la revue en ligne mouvement-transitions.fr

Revue de Presse

EGYPTIAN STREETS 9.11.2017

A propos du 100^{ème} anniversaire de la Déclaration Balfour : une histoire dérangeante pour l'Egypte et pour Israël.

De Ayman S. Ashour Traduit Par David Harari

En contrepoint de la présentation du livre sur le 100^{ème} anniversaire de la déclaration Balfour nous publions un article d'un journaliste égyptien qui rappelle ce qui se passa en Egypte à cette époque ; Ces faits surprendront pas mal de nos lecteurs d'aujourd'hui.

Alors que nous célébrons le 100^{ème} anniversaire de la Déclaration Balfour, il est peut-être utile de revisiter l'histoire négligée de la relation de l'Egypte avec le sionisme et avec Israël.

Dans cet essai, j'examinerai des faits historiques intéressants et curieux qu'il serait utile que les Egyptiens, les Israéliens et autres, explorent. J'examinerai aussi ce que le sionisme signifiait pour les Egyptiens en 1917, et ce que cela signifia plus tard.

La réaction de l'Égypte à la Déclaration Balfour a été favorable sans réserve lors de sa publication.

Contrairement à une croyance répandue, en 1917, et encore plus de 10 ans plus tard, la plupart des intellectuels égyptiens ne considérèrent pas la Déclaration Balfour comme préjudiciable à la Palestine. Fait intéressant, certaines familles égyptiennes musulmanes et chrétiennes organisèrent des fêtes pour

marquer la Déclaration. Des télégrammes de gratitude furent envoyés à Lord Balfour par le gouverneur musulman d'Alexandrie, Ahmad Ziour Pacha. « Celui-ci, qui devint plus tard premier ministre égyptien, se rendit à une fête dans la ville, célébrant la Déclaration, ce qui se conclut par l'envoi d'un télégramme de remerciements à Lord Balfour. », raconte Leila Ahmed dans « A Border Passage ».

1917 Balfour Declaration



Arthur James Balfour (1848-1930)

FORNIA OFFICE
NOVEMBER 28th, 1917.

Dear Lord Balfour,

I have much pleasure in answering to you, in behalf of His Majesty's Government, the following communication of regarding the Jewish Eastern Settlement which has been submitted to, and approved by, the Cabinet.

His Majesty's Government have held favour the establishment in Palestine of a national home for the Jewish people, and will use their best endeavours to facilitate the accomplishment of this object, it being clearly understood that nothing shall be done which may prejudice the civil and religious rights of existing non-Jewish communities in Palestine, or the rights and political status which shall be accorded to Jews in the State.

I should be grateful if you would bring this declaration to the knowledge of the Zionist Federation.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Arthur Balfour'.

Une délégation de responsables musulmans et chrétiens voyagea pour féliciter les Juifs de Palestine. De nombreux dirigeants sionistes égyptiens étaient également nationalistes égyptiens et pleinement

engagés dans la cause de l'indépendance égyptienne vis-à-vis de la Grande-Bretagne.

Le soutien des Égyptiens à la Déclaration Balfour dura au-delà de 1917. Lorsqu'en 1918, Chaïm Weizmann, le co-auteur du projet de résolution soumis à Lord Balfour, visita l'Égypte en se rendant en Palestine, il fut officiellement accueilli par le Grand Cheikh d'Al Azhar qui aurait octroyé un don de 100 livres égyptiennes à la cause sioniste. L'universitaire et écrivain égyptien Mohamed Aboulghar, dans son livre sur les Juifs d'Égypte, confirme la rencontre mais allègue qu'en fait un don aurait été fait par Weizmann à Al Azhar. La recherche par Weizmann d'un soutien régional au mouvement sioniste s'étendit aux dirigeants du Hedjaz avec un accord avec l'Emir Fayçal approuvant la déclaration.

La construction de l'université hébraïque, l'un des premiers rêves des dirigeants sionistes, débuta en 1918. Ahmed Loutfi el Sayed, célèbre nationaliste égyptien, leader politique et premier recteur de l'Université du Caire assista à l'inauguration officielle de cette université en 1925. En 1944, Taha Hussein, l'une des figures littéraires égyptiennes les plus influentes, visita également cette l'Université.

A mesure que l'immigration juive vers la Palestine se poursuivait, les tensions entre les Palestiniens et la population émigrante augmentaient. Les sionistes intransigeants, appelés sionistes révisionnistes, et les premiers islamistes, tels que le Mufti Husseini, Mufti de Jérusalem, jouèrent un grand rôle dans le ressentiment mutuel, la peur et la colère. Ces tensions ont culminé avec les émeutes survenues en Palestine (sous mandat britannique) en 1929, fin août, avec massacres de juifs à Hébron, et Safed entre autres.

La réaction en Égypte est restée résolument pro-sioniste jusque dans la première moitié des années 1930. Ainsi le gouvernement aurait interdit le mot « Palestine » dans la prière du vendredi selon Leila Ahmed.

Le gouvernement du Wafd a fermé la seule publication accusée de faire de la propagande pro-palestinienne tandis que journaux et magazines sionistes continuèrent à fonctionner librement jusqu'à la fin des années 1940.

A la suite de cette excellente présentation des retombées en Égypte de la déclaration Balfour, l'article d'Egyptian Streets comporte une suite – fort longue – qui voudrait démontrer que les égyptiens n'ont pas été, par la suite, antisémites, notamment pendant la Seconde Guerre mondiale. L'intention est louable, mais cette présentation nous paraissant faible, nous n'avons pas souhaité l'ajouter en alourdisant la revue de presse.

MEMORIAL DE LA SHOAH 2 FEVRIER 2018

Déclaration du président d'honneur de l'IHRA au sujet de la législation polonaise

Le 1^{er} février, le Sénat polonais vient d'adopter une loi controversée sur la Shoah. Elle punit par des amendes ou des peines de prison ceux qui attribuent « à la nation ou à l'état » des crimes commis par les nazis en Pologne occupée. Nous vous communiquons ci-dessus une déclaration du professeur Yehouda Bauer, président de l'Alliance internationale de la mémoire de l'Holocauste IHRA.

Le 1er février 2018

« Je souhaiterais m'exprimer sur la question actuelle de la position de l'IHRA relative à l'amendement à la loi, voté par le Parlement polonais, concernant la prétendue protection de l'honneur national polonais vis-à-vis de l'Holocauste.

La mission de l'IHRA, telle qu'elle est définie par la déclaration de Stockholm, est de transmettre la



mémoire de la Shoah et de promouvoir la recherche et les études sur les sujets liés à ce génocide.

La Pologne s'est engagée à respecter cette déclaration, et c'est là ce qui constitue la base de son adhésion à l'IHRA. Au-delà du verbiage, la législation en question renvoie à au moins trois problèmes distincts.

Le premier concerne le refus d'appeler camps "polonais", les camps de concentration et d'extermination en Pologne, durant la Seconde Guerre mondiale, exigence en l'occurrence

évidente et justifiée : ces camps étaient des camps allemands, installés sur le territoire polonais occupé.

On n'y trouvait pas de gardes polonais, uniquement des prisonniers et des victimes polonais. Mais il s'agit là d'un faux problème : aucun chercheur, aucun homme politique ni aucun gouvernement sérieux ne trouvera à redire à cette revendication du gouvernement polonais. L'IHRA soutient entièrement la position de la Pologne sur ce sujet.

Cependant, le fait que le gouvernement polonais réitère avec insistance une revendication acceptée par quasiment tous les centres de recherches et mémoriaux de l'Holocauste – et certainement par tous les centres majeurs à Jérusalem, Washington, Amsterdam, Paris (et ailleurs dans le monde), affiliés à l'IHRA – semble masquer le véritable objectif de cette législation, à savoir attaquer la liberté de la recherche sur l'Holocauste en Pologne. Je me méfie profondément de notions telles que « l'honneur national », d'autant plus lorsqu'elles sont appliquées à des nations toutes entières ou à des ethnies.

Le deuxième problème tient au fait que cette législation criminalise quiconque déclarerait la nation ou le gouvernement polonais responsable des crimes perpétrés sur le territoire national pendant la guerre. Voici un argument bien étrange.

La nation ou l'état polonais n'ont pu commettre aucune action sur le territoire polonais pendant la guerre, puisque la Pologne était alors occupée et terrorisée par une puissance étrangère. Il existait certes une résistance politique et militaire antiallemande, qui, de toute évidence, ne pouvait agir comme un gouvernement reconnu. Le gouvernement polonais en exil ne contrôlait la résistance que de façon limitée. Il est vrai que, contrairement à d'autres pays, la Pologne n'a pas collaboré sur le plan politique avec l'Allemagne nazie.

Rien de bien surprenant à cela, l'Allemagne nazie n'ayant pas cherché à établir ou négocier avec un groupe politique polonais quel qu'il soit – les nazis voulaient éliminer la nationalité polonaise en tant que telle et réduire le peuple polonais à l'esclavage. La fierté "nationale" est donc, ici encore, un faux problème.

Le troisième point, fondamental, concerne la question des relations entre les Juifs et les Polonais, sur le territoire polonais occupé pendant la guerre. Les historiens de l'establishment en Pologne affirment que les Polonais ont essayé de sauver les Juifs. D'après eux, il y aurait eu pléthore de sauveteurs

polonais, l'exemple type étant la famille Ulma, dans la petite bourgade de Markowa. Les Ulma avaient tenté de sauver deux familles juives, ils furent dénoncés et assassinés avec les Juifs qu'ils avaient voulu cacher. Le musée érigé dans cette petite ville décrit la nation polonaise comme une nation de sauveteurs.

C'est un mensonge éhonté, qui masque le fait que dans les villages et les petites villes aux alentours de Markowa, les paysans, armés de fourches et de gourdins, chassaient les Juifs, tuant ceux qui tentaient de s'enfuir ou les remettant aux mains de la police polonaise, qui collaborait pleinement avec les Allemands, ou encore les livrant directement à ces derniers.

Cet état de fait s'est reproduit dans l'ensemble du pays. La participation des Polonais au meurtre des Juifs était largement répandue. Les sauveteurs – non pas au nombre de 60 000, comme l'avancent certains pseudo-historiens polonais, mais peut-être le tiers, voire moins, de ce chiffre, sur quelque 21 millions de Polonais – étaient, eux, de véritables héros, qui devaient protéger les Juifs non seulement des Allemands, mais bien souvent également de leurs voisins polonais. Toutefois, au-delà des sauveteurs à proprement parler, une importante minorité manifesta une attitude positive à l'égard des Juifs et nombreux furent ceux qui leur apportèrent leur aide. Certains mouvements de résistance étaient bien disposés envers les Juifs. La plupart, cependant, ne l'étaient pas. Mais aucun Juif ne put survivre en Pologne sans l'aide des Polonais.

C'est cette réalité complexe qui est aujourd'hui au cœur du débat. La législation est destinée à rendre impossible toute recherche sur ce sujet difficile : elle protège soi-disant les travaux scientifiques et artistiques de toute criminalisation. Mais qui détermine ce que sont de tels travaux ? Quid d'un journaliste d'investigation ? D'un artiste en herbe, mais pas (encore) reconnu ? Ou d'un guide touristique expliquant comment la population locale a gaiement pillé les biens juifs, tandis que leurs propriétaires étaient rassemblés pour être assassinés ? Ou un simple étudiant en licence, rédigeant un devoir dans le cadre d'un cours, et qui demanderait à consulter des archives – lorsqu'ils remettront leur copie, devront-ils faire trois ans de prison, pour avoir découvert qu'un groupe de villageois ont assassiné leurs voisins juifs ?

Je suppose qu'ils préféreront ne pas écrire ce devoir. La liberté de recherche ou de publication ne saurait exister dans une telle atmosphère, un tel climat autoritaire et intolérant.

D'excellents historiens polonais s'y opposent ouvertement et courageusement, principalement mais pas uniquement, autour du centre polonais de recherche sur l'Holocauste, dont d'éminents professeurs tels que Barbara Engelking, Dariusz Libionka et bien d'autres. Le 28 janvier dernier, ils ont publié leur propre déclaration (en réalité la republication en 2016 d'une très forte opposition à la législation). La politique gouvernementale rencontre également l'opposition du directeur du POLIN, le musée de l'histoire des Juifs polonais, à Varsovie.

L'IHRA exige, de la façon la plus véhémement qui soit, que ce type de législation, qui ne saurait être reconnue par une société civilisée, soit annulée. La Pologne est un membre majeur de l'IHRA et les relations au sein de l'IHRA avec les collègues polonais ont été de tout temps rien moins qu'excellentes. Mais le gouvernement polonais doit prendre une décision : en faveur de la liberté d'investigation, de recherche et de publication, pour le droit à l'erreur tout comme pour celui d'avoir raison, ou contre, ce qui alors signifie aller à l'encontre de la déclaration de Stockholm et de l'IHRA."

Professeur Yehuda Bauer, président d'honneur de l'IHRA (International Holocaust Remembrance Alliance).

TRIBUNE JUIVE.INFO, 4 Février 2018

Il a beau être président de l'Amitié Judéo-musulmane de France, il ne faut pas s'y méprendre. Ce n'est pas un naïf !! Sillonnant la France depuis déjà 10 ans, voilà ce que dit le rabbin Michel Serfaty au reporter du journal La Croix.

Dans les quartiers, nous entendons les préjugés antisémites les plus grossiers.

Président de l'Amitié judéo-musulmane de France, le rabbin Michel Serfaty sillonne la France depuis dix ans avec le bus de l'association.

Il rapporte les préjugés antisémites les plus courants chez les jeunes, et explique aussi comment les combattre.



La Croix : Depuis dix ans, vous sillonnez la France avec le bus de l'Amitié judéo-musulmane de France. Quels sont les préjugés antisémites les plus courants chez les jeunes ?

Michel Serfaty : Ils sont de toutes sortes, dans les quartiers sensibles que nous visitons. Pour certains jeunes, « *le juif, c'est le diable* », il n'est donc pas bon de le fréquenter ou même de lui parler. Certains propos sont clairement à connotation religieuse. Comme cette fois où je montrais un panneau avec les noms arabes et juifs d'Abraham, de Moïse etc., et qu'un des jeunes m'a dit : « *Je ne peux pas prononcer leur nom juif, sinon Dieu va me punir* ».

Ce type de propos, nous les entendons chez des enfants de 9-10 ans : ce doit donc être par le milieu familial que passe cette culture du mépris, et même de la haine du juif. Mais on peut penser qu'il circule aussi dans les mosquées.

À partir de 13-14 ans, on entend souvent que « *le juif est dangereux parce que c'est lui qui frappe les musulmans en Palestine* ». Il y a une assimilation totale des juifs avec les Israéliens, et des musulmans avec les Palestiniens. Nous observons aussi une grande ignorance sur la Shoah. Parmi ceux qui en ont entendu parler, certains nous affirment que « *ce sont les juifs qui l'ont inventée* », ou qu'« *Hitler a bien fait les choses* ». Je ne crois pas que ce soit de la provocation : c'est plutôt un discours classique du monde arabo-musulman, et que les familles n'ont pas cherché à en expliquer le caractère criminel.

Observez-vous une différence entre garçons et filles ?

Michel Serfaty : Pas vraiment, je peux entendre des horreurs de la part de filles de 16-17 ans. L'une d'elles m'a expliqué un jour que sa mère lui avait dit qu'elle « *pouvait coucher avec qui (elle) voulait sauf un juif, sinon elle resterait impure et interdite pendant 40 jours* ».

À partir de cet âge circulent aussi les poncifs classiques sur « *les juifs qui détournent les richesses dans tous les pays* », « *voleurs* », etc. Un jeune originaire d'Afrique m'a demandé un jour de lui donner « *la clé de la richesse* », car c'est une croyance répandue qu'il faut pour cela s'adresser à « *un rabbin* »... Ceux qui ont travaillé dans une entreprise nous disent aussi que « *la plupart des patrons sont des juifs* », qu'ils « *tiennent l'économie* », etc. On entend même les préjugés les plus grossiers. Une fois, un jeune m'a assuré qu'« *il était écrit dans le Coran que les juifs tiennent les sex-shops et que c'est pour cela qu'il faut les tuer* ».

Parfois, avec mon ami l'imam Mohamed Azizi qui m'accompagne, nous nous amusons à les taquiner. Je lui passe mon chapeau, je le présente comme rabbin et moi comme imam. Ils prennent mal ce jeu de rôle, car « *rabbin* » est pour eux une insulte.

Devant une mosquée radicale, j'ai interrogé un jour un responsable pour savoir si la formule rituelle pour demander à Dieu « *de faire disparaître les juifs et les chrétiens* » y était récitée. Il m'a répondu faire en sorte de ne pas l'entendre. L'imam, lui, était convaincu que, « *puisque c'est écrit, on ne peut pas le changer* ». Et un fidèle qui s'est joint à la discussion a assuré que c'était même « *indispensable* ». Je leur ai indiqué qu'un décret du roi du Maroc interdit désormais de la prononcer, mais pour eux, il ne représente pas le « *vrai islam* ». Le « *vrai islam* », c'est que le monde entier devienne musulman.

Quelle évolution constatez-vous depuis dix ans ? Ces préjugés peuvent-ils être combattus ?

M. S. : Nous n'avons pas de baguette magique pour transformer des mentalités ! Il faudra sans doute attendre une génération ou deux pour que le travail de l'école de la République produise ses effets. Ce que je regrette, c'est que les gouvernements successifs aient englouti des sommes colossales dans la rénovation urbaine : s'ils avaient formé des bataillons d'acteurs comme nous, nous n'en serions pas là.

Depuis l'année dernière, nous intervenons à Meaux (Seine-et-Marne) tous les mercredis devant des enfants, adolescents, et leurs parents, accompagnés par une bonne cinquantaine de médiateurs de la ville.

Propos recueillis par **Anne-Bénédicte Hoffner**

*Source lacroix
Joseph Chalom*

Livres

« Ils ont fait l'Egypte moderne » de Robert Solé, Ed. Perrin septembre 2017

Nous connaissons tous l'art du récit de notre ami Robert Solé par ses différents romans à commencer par *Le Tarbouche* ou par *Hôtel Mahrajane* qu'il a commencé à écrire dès l'âge de 16 ans mais qui ne sera achevé et publié que bien plus tard en octobre 2015. Fin connaisseur de l'histoire de son pays natal Robert Solé s'est également fait connaître en tant qu'historien avec différents ouvrages tels que *"Sadate"* ou *"Bonaparte à la conquête de l'Egypte"*.

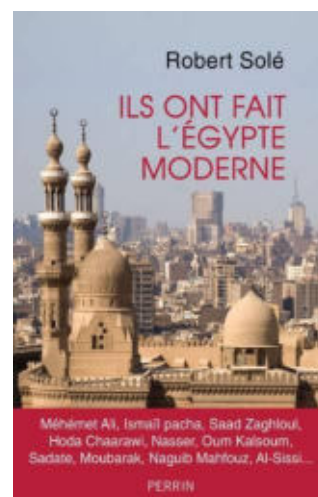
Dans son dernier livre *"Ils ont fait l'Egypte Moderne"*, il brosse l'histoire de l'Egypte brutalement confrontée à la modernité en 1798, lors de l'épisode Napoléonien, à travers le portrait de vingt personnages qui ont marqué et influencé leur pays dans un sens positif ou parfois négatif. Cette panoplie de personnages commence évidemment par Napoléon Bonaparte appelé *"Le sultan français"*, dont nous connaissons tous le rôle, et se poursuit par Méhémet Ali né à Kavala et qui de simple commandant en second en 1801 d'un contingent albanais de 300 hommes finit par créer un empire et être le premier d'une dynastie qui se terminera en 1952 avec la chute du roi Farouk.

Dans l'entre-temps se succèdent différents khédives dont Ismaïl pacha le grand constructeur qui lors de l'inauguration de l'opéra du Caire dira *"Mon pays n'est plus en Afrique. Nous faisons partie de l'Europe"*.

A la monarchie succède en 1952 la République, et Robert Solé nous décrit ces différents présidents de Nasser à Sissi. Mais l'histoire n'est pas que celle des dirigeants. C'est aussi celle des opposants tels que Orabi Pacha, Hassan el Banna, celle des intellectuels dont le premier Rifa'a al-Tahtawi nous passionnera ou de Taha Hussein qui enfant aveugle devient un grand intellectuel et ministre de l'éducation nationale, et puis celle de Naguib Mahfouz prix Nobel de littérature en 1988. L'histoire est aussi celle de la lutte des femmes dans l'Egypte de l'entre deux siècles qu'a si bien portée Hoda Chaarawi ou Céza Nabarawi.

Un livre passionnant dont chaque personnage mérite à lui seul un ouvrage complet, et nous demanderons à Robert Solé s'il envisage de s'y atteler lors de la présentation de ce livre dans un de nos Cercles de lecture.

André Cohen



Disparition

Jacques Nahum (1921 - 2017)

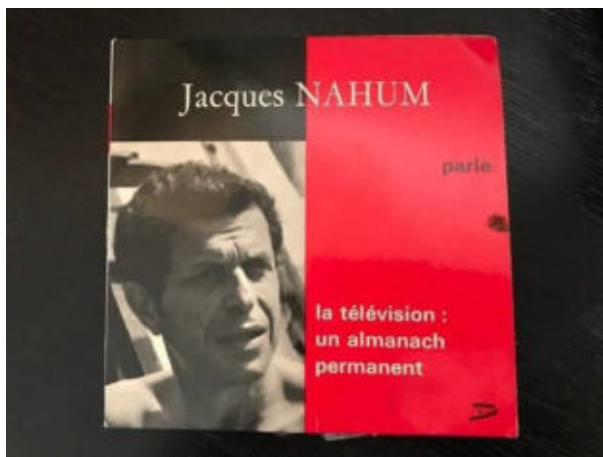
Cela fait presque un an que Jacques Nahum est décédé. Sa mort remonte au 21 Juillet 2017 mais nous tenions à mentionner dans notre bulletin la disparition de cet important cinéaste, acteur, réalisateur et producteur né en Egypte.

Sa famille était d'origine judéo-espagnole, son père Joseph Nahum travaillait à son compte dans le commerce du caoutchouc au Caire, marié à Fortunée Nahum. Jacques est né le 27 février 1921, et fréquente jusqu'en 1945 le Lycée Français du Caire. Dès son plus jeune âge, il manifeste un intérêt pour le cinéma et crée avec quelques amis en 1942 le ciné-club du Caire. Il se rapproche du groupe autour d'Henri Curiel et passe pour l'intellectuel du groupe grâce à sa culture politique, littéraire et historique. Son père rêve de le voir devenir ingénieur agronome mais Jacques ne l'entend pas ainsi. Il part dès 1945 pour Paris pour entreprendre ses études d'ingénieur. Arrivé sur place il change de voie en préparant en quinze jours le concours de l'IDHEC (Institut des Hautes Etudes Cinématographiques) où il est brillamment reçu.



Sur le bateau qui le conduisait à Marseille, il s'était lié d'amitié avec l'acteur Clément Harari avec qui il aura l'occasion de collaborer par la suite.

En 1947, il épouse Odette Pinto, l'amour de sa vie qui l'avait rejoint. Les débuts de leur vie à Paris furent très difficiles car son père, déçu de son choix, refuse de l'aider et lui coupe les vivres. Grâce à son opiniâtreté, en 1949, Jacques trouve enfin du travail comme assistant réalisateur sur le film de Nicole Védres "La vie commence demain". Film qui changea son destin car il rencontre sur le tournage Pablo Picasso, Jacques Prévert, Jean-Paul Sartre, Joliot-Curie et Le Corbusier. En 1953, il fait la connaissance du réalisateur John Berry, juif américain exilé qui a fui le MacCarthysme. Ils vont se lier d'amitié et écrivent ensemble le scénario de "Ça va barder", un film avec Eddie Constantine. Un petit groupe se forme autour d'eux, composé en grande partie d'exilés américains comprenant, entre autres, Ben Barzman, Lee Gold et sa femme Tammy Gold, romancière. Tout ce petit groupe partageait les mêmes idéaux politiques, se serrait les coudes et vivait dans l'utopie du communisme.



A ce moment, Jacques n'est plus tout à fait d'accord avec Henri Curiel dont il s'éloigne, car il a une interprétation personnelle sur les événements et souhaite garder son indépendance d'esprit par rapport au groupe. Il demeure néanmoins ami avec Henri Curiel et les membres de son groupe, mais il adhère au Parti Communiste.

En 1960, Madame de Carbuccia a donné sa première chance à Jacques en produisant son premier long métrage pour le cinéma : "Le Saint mène la Danse". A la même époque, Jacques crée le ciné-club "Action" avec deux complices,

Jacques Grumbach et Pierre Gilbert. Jacques, fine plume, était chargé de rédiger les résumés et la critique des films. Pour lui le cinéma devait faire évoluer le public et les mentalités. Dans ce ciné-club, on a pu voir des films de tous pays, ainsi que des films engagés, sur la guerre d'Algérie, la guerre du Vietnam, les luttes ouvrières. Ce cinéma a fermé ses portes en mai 1968.

En 1969, il crée pour la télévision, la série des Arsène Lupin, adaptée de l'œuvre de Maurice Leblanc. Au total il y en aura 26, qui ont connu un grand succès. Jacques avait une affection particulière pour ce personnage d'homme libre qui était cambrioleur mais humaniste. Il a transposé pour ce faire, les romans de Maurice Leblanc à la période contemporaine.

En 1998 et 1999 il adapte pour la télévision l'œuvre de Marcel Pagnol avec la collaboration de Marianne Groves, c'est à dire "La femme du boulanger" ainsi que la trilogie marseillaise, Marius, César et Fanny, avec Roger Hanin et Henri Tisot.

A 95 ans, il continuait à produire des films, dont le dernier sera "le Chapeau de Mitterrand". Durant toute sa vie il a vécu sa passion. Il était volontaire, opiniâtre. C'était un homme de dialogue, qui fréquentait facilement des personnes plus jeunes que lui dont il était très respecté. Il avait deux fils et son fils Alain, lui-même photographe et artiste, a travaillé avec lui et se charge de perpétuer son souvenir.

Par cette notice, nous souhaitons rendre hommage à un ami de notre association.

André Cohen- David Harari

Programme des prochaines activités

Les "Cercles de Lecture", organisés par André Cohen, se tiennent en général le samedi après-midi à 15 heures à la Maison des Associations du 12ème, 181 avenue Daumesnil, 75012 Paris – Métro Daumesnil ou Dugommier, mais consultez aussi nos annonces par courriel ou sur le Site.

Attention : Nous sommes parfois contraints de changer de lieu par suite d'indisponibilité de la salle, ou par prévision d'un public trop important. Nous vous prions donc de nous communiquer votre adresse mail afin de pouvoir vous en informer, ainsi que de tout changement d'adresse.

Samedi 28 Avril à 15 heures à La Maison des Associations

Notre ami **Simon Wuhl** continue sa réflexion sur le judaïsme de culture. Après nous avoir présenté lors de deux réunions précédentes « Pour un judaïsme culturel » et « Modernités juives et laïcités », il sera de nouveau parmi nous pour son nouveau livre :

« **Michael Walzer et l'empreinte du judaïsme** », Ed. **Le bord de l'eau, août 2017**. Les œuvres de Michael Walzer, penseur américain né en 1935, sont empreintes de la pensée juive, qu'elle s'exprime ouvertement ou en arrière fond, pour éclairer les grandes questions de société.

Dimanche 6 Mai à 15 heures à l'Institut Protestant de théologie 83 Bld Arago 75014 Paris

Et voici encore l'Egypte avec un film documentaire réalisée par Yasmina Ben Arie :

Au balcon de Titi.

Ce film retrace la vie d'Albert Arie qui de son balcon observe les événements survenus en Egypte depuis son enfance jusqu'à la dernière révolution, et nous raconte le parcours de sa famille, réfugiés juifs dans l'Egypte du début du 20ème siècle. Nous aurons la présence d'Albert Arié, ainsi que la réalisatrice Yasmina Ben Arie.

Participation aux frais 10 euros à régler sur place. Merci de confirmer votre présence par mail à aspje@gmail.com

Samedi 23 juin à 15 heures à La Maison des Associations

Lors de la guerre de 39/45 il y a eu la Shoah, mais aussi les « Justes parmi les Nations » qui ont su au risque de leur vie désobéir pour sauver des juifs. **Marie Theulot**, romancière et enseignante retraitée, fille et petite-fille de justes parmi les Nations, nous fera un exposé sur ces hommes et femmes à partir de ses romans : « Le plongeon interdit », « Quais d'exil », « Sales baraques », tous les trois aux Editions Ourania.

Retenez également ces dates :

Samedi 22 septembre 2018 à La Maison des Associations: Peggy Pepe-Sultan

Samedi 13 Octobre 2018 à La maison des Associations : Robert Solé

Samedi 17 Novembre 2018 à La Maison des Associations : Glorice Weinstein